

Alinéa 3. — « Les maîtres en exercice dans les classes techniques préparant aux certificats d'aptitude professionnelle et ayant subi avec succès les épreuves des examens et concours de recrutement visés à l'article 5 ci-dessus bénéficient... » (le reste sans changement).

Art. 5. — Il est inséré, entre l'article 19 et l'article 20 du décret susvisé du 10 mars 1964, un article 19 bis ainsi rédigé :

« Art. 19 bis. — Pendant une période de trois années, non renouvelable, à compter de la publication des arrêtés prévus à l'article 5 ci-dessus, les candidats appartenant à l'enseignement technique et visés audit article pourront exceptionnellement être autorisés par le ministre de l'éducation nationale à exercer dans des établissements sous contrat simple ».

Art. 6. — Le Premier ministre, le ministre d'Etat chargé de la réforme administrative, le ministre des finances et des affaires économiques, le ministre de l'éducation nationale, le secrétaire d'Etat au budget et le secrétaire d'Etat à la jeunesse et aux sports sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 12 avril 1965.

C. DE GAULLE.

Par le Président de la République :

Le Premier ministre,
GEORGES POMPIDOU.

Le ministre de l'éducation nationale,
CHRISTIAN FOUCHET.

Le ministre d'Etat chargé de la réforme administrative,
LOUIS JOXE.

Le ministre des finances et des affaires économiques,
VALÉRY GISCARD D'ESTAING.

Le secrétaire d'Etat au budget,
ROBERT BOULIN.

Le secrétaire d'Etat à la jeunesse et aux sports,
MAURICE HERZOG.

Brevet d'Etat de moniteur de ski nautique.

Le ministre de l'éducation nationale,

Vu la loi n° 63-807 du 6 août 1963 réglementant la profession d'éducateur physique ou sportif et les écoles ou établissements où s'exerce cette profession ;

Vu le décret n° 63-619 du 29 juin 1963 relatif aux attributions du secrétaire d'Etat à la jeunesse et aux sports,

Arrête :

Art. 1^{er}. — Il est créé un brevet d'Etat de moniteur de ski nautique qui confère à ses titulaires le droit d'enseigner à titre rémunéré le ski nautique.

Pour être admis à se présenter aux épreuves de l'examen pour l'obtention de ce brevet, il faut :

- 1° Etre âgé de dix-huit ans, au moins, à la date de l'examen ;
- 2° Subir avec succès un test probatoire ou être titulaire du test ski de bronze de la fédération française de ski nautique ;
- 3° Etre titulaire du certificat de capacité pour la conduite des bateaux délivré par le ministère des travaux publics et des transports, ou du permis de conduire en mer les bateaux à moteur délivré par le secrétariat général de la marine marchande.

Art. 2. — Tout candidat à l'examen prévu à l'article 1^{er} ci-dessus doit adresser à cet effet au moins un mois avant la date de l'examen, au chef du service de la jeunesse et des sports du département où a lieu l'examen un dossier comprenant les pièces suivantes :

- 1° Une demande d'autorisation de se présenter à l'examen pour l'obtention du brevet d'Etat de moniteur de ski nautique ;
- 2° Un extrait d'acte de naissance ;
- 3° Un bulletin n° 3 du casier judiciaire datant de moins de trois mois ;
- 4° Un certificat médical d'aptitude à la pratique des sports ;
- 5° Deux photos d'identité ;
- 6° Une copie certifiée conforme ou une photocopie du test ski de bronze de la fédération française de ski nautique accompagnée éventuellement d'un palmarès ou de références sportives attestées par le président de l'association dont dépend l'intéressé ;
- 7° Une copie certifiée conforme ou une photocopie du certificat de capacité pour la conduite des bateaux, ou du permis de conduire en mer les bateaux à moteur.

Art. 3. — Le jury chargé d'examiner les candidats au brevet d'Etat de moniteur de ski nautique est nommé par le secrétaire d'Etat à la jeunesse et aux sports et comprend :

Le secrétaire d'Etat à la jeunesse et aux sports ou son représentant, président.
Deux représentants du secrétariat d'Etat à la jeunesse et aux sports.

Le moniteur national qui dirige le stage ou son suppléant qui sera désigné par le secrétaire d'Etat à la jeunesse et aux sports sur proposition de la fédération française de ski nautique.

Trois représentants de la fédération française de ski nautique dont deux seront obligatoirement des juges internationaux.

Un représentant du ministère de l'intérieur (service national de la protection civile).

Un représentant de la fédération nationale de sauvetage titulaire du diplôme de maître nageur sauveteur.

Art. 4. — L'examen pour l'obtention du brevet d'Etat de moniteur de ski nautique comporte les épreuves suivantes :

A. — Epreuves pratiques éliminatoires.

a) Evolution sur deux skis :

Départ du ponton, évolution derrière une embarcation, franchissement d'une vague en l'amortissant, puis en la sautant. Exécution du pas des patineurs, retour au ponton.

Il sera tenu compte pour la note de l'aisance et de l'allure générale du skieur (coefficient 2).

b) Figures sur deux skis et, éventuellement, sur un ski :

Le skieur doit exécuter tout ce qu'il sait faire en figures : retournement sur l'eau, sur la vague, en dérapage, etc.

Le jury note les figures réalisées par le candidat suivant leur difficulté et leur exécution (coefficient 2).

Le candidat qui exécute parfaitement les figures sur deux skis obtient la note 12,5. Un supplément de points s'élevant au maximum à 7,5 est donné au skieur effectuant des figures sur un seul ski.

c) Evolution en monoski :

Le skieur part du ponton et évolue derrière une embarcation en faisant des virages et des passages de vagues.

Pour la note, il sera seulement tenu compte de la technique (coefficient 2).

d) Saut :

Franchissement du tremplin réglementaire : trois essais sont autorisés.

Il sera tenu compte, pour la note, du style, de l'assurance et de la longueur du saut effectué.

Les femmes passent le tremplin à hauteur réglementaire : 1,50 mètre (coefficient 2).

Les hommes peuvent le franchir à 1,50 mètre ou à 1,80 mètre. S'ils sautent à 1,50 mètre, ils sont notés de 0 à 15 (coefficient 2).

e) Pédagogie appliquée : conduite d'une leçon (coefficient 2).

Pour chacune de ces épreuves, toute note inférieure à 7 est éliminatoire.

B. — Epreuves pratiques non éliminatoires.

a) Slalom : effectuer un passage aller et retour entre les bouées à vitesse libre. Il ne sera pas tenu compte, pour la note, du style ou de la technique, mais seulement du nombre de bouées contournées (coefficient 1).

b) Sauvetage et natation :

Le candidat plonge et parcourt 50 mètres en nage libre.

Le candidat plonge et recherche un mannequin immergé par fond de 2,50 mètres à 3,50 mètres, le maintient et le transporte pendant une minute sur un parcours défini.

La recherche peut comprendre, outre le plongeon initial effectué du bord du bassin, au maximum deux plongeon en surface dits « en canard » et doit prendre fin au bout de trois minutes.

L'épreuve est chronométrée à compter du plongeon initial depuis le bord du bassin. L'épreuve doit être accomplie sans que le candidat reprenne pied. Le transport du mannequin doit s'effectuer dans les conditions suivantes :

Prise sous l'aisselle et maintien de la face hors de l'eau pendant toute la durée de l'épreuve.

Le poids du mannequin posé dans l'eau à 1 mètre de profondeur doit être de 1,500 kg.

(Coefficient 1.)

c) Secourisme : notions générales de secourisme, et en particulier secours d'urgence en cas d'accidents de plongée, d'hydrocution, de noyades, etc. (coefficient 1).

C. — Epreuves théoriques.

a) Epreuve technique : huit questions sur la technique du ski nautique (coefficient 2).

b) Epreuve pédagogique : huit questions concernant la pédagogie du ski nautique (coefficient 2).

c) Interrogation sur le matériel, l'organisation générale et la signalisation (coefficient 1).

d) Interrogation sur le règlement intérieur (coefficient 1).

e) Interrogation sur les règlements techniques et les concours (coefficient 2).

f) Interrogation facultative sur une langue étrangère : le candidat est noté de 0 à 20 et un supplément de points est accordé aux seuls candidats ayant obtenu une note supérieure à 12,5. Ce supplément de points est ajouté au total général des points obtenus par le candidat.

D. — Epreuve physique.

Epreuves du 3^e échelon du brevet sportif populaire (coefficient 1).

E. — Note de tenue et attitude (appréciation générale du jury)
(coefficient 1).

Chaque épreuve de l'examen est notée sur 20. Pour être admis au brevet d'Etat de moniteur de ski nautique, les candidats doivent avoir obtenu un total d'au moins 287,5 points.

Art. 5. — Le brevet d'Etat d'instructeur de ski nautique est décerné aux candidats ayant échoué au brevet d'Etat de moniteur de ski nautique, mais qui auront obtenu pour l'ensemble des épreuves une note moyenne inférieure à 12,5 mais égale ou supérieure à 10. Ce brevet autorise ses titulaires à enseigner sous le contrôle d'un moniteur.

Le brevet d'instructeur confère à ses titulaires le droit d'enseigner pendant une durée de trois saisons entières et consécutives, au maximum, à compter de la date de sa délivrance. Les titulaires du brevet d'instructeur qui ont échoué trois fois à l'examen de moniteur ne peuvent s'y représenter.

Art. 6. — Les personnes titulaires du brevet d'Etat de moniteur de ski nautique doivent subir tous les cinq ans un examen de revision.

Les personnes qui n'auront pas subi avec succès les épreuves de cet examen ou qui ne s'y seront pas présentées à moins d'excuse reconnue valable ne pourront enseigner contre rémunération le ski nautique. Toutefois des dérogations pourront être accordées par le secrétaire d'Etat à la jeunesse et aux sports.

Art. 7. — L'examen de revision prévu à l'article 6 comporte les épreuves suivantes :

A. — Epreuve pratique (coefficient 5).

Slalom : effectuer un passage aller et retour dans le champ de slalom à vitesse libre. Au cours de ces passages, les six bouées de slalom devront être contournées ; une bouée manquée ou une chute seront éliminatoires.

Le candidat pourra bénéficier d'une épreuve de repêchage.

B. — Epreuves théoriques (orales).

a) Epreuve technique : cinq questions sur la technique du ski nautique (coefficient 2).

b) Epreuve pédagogique : cinq questions sur la pédagogie du ski nautique (coefficient 2).

c) Interrogation sur les règlements et concours (coefficient 1).

Chaque épreuve de l'examen de revision est notée sur 20. Pour être admis les candidats doivent avoir obtenu un total d'au moins 125 points.

Le jury chargé de cet examen a la même composition que celui prévu à l'article 3.

Art. 8. — Les brevets d'Etat de moniteur et d'instructeur de ski nautique seront délivrés sur titres et sans examen aux personnes qui exerçant à la date du 8 août 1963 étaient titulaires, à cette date, des diplômes de moniteur et d'instructeur de la fédération française de ski nautique.

A titre transitoire, les moniteurs ayant acquis ces diplômes entre le 8 août 1963 et le dernier jour du troisième mois suivant la date de publication du présent arrêté subiront un examen dont les épreuves seront celles de l'examen de revision prévu aux articles 6 et 7 ci-dessus.

Art. 9. — Le directeur des sports est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 22 mars 1965.

Pour le ministre et par délégation :

Le secrétaire d'Etat à la jeunesse et aux sports,
MAURICE HERZOG.

Certificat d'aptitude à l'enseignement des travaux manuels éducatifs et à l'enseignement ménager (session de 1965).

Le ministre de l'éducation nationale,

Vu le décret n° 55-251 du 12 février 1955, modifié par les décrets n° 56-904 du 6 septembre 1956 et n° 62-1174 du 3 octobre 1962 ;

Vu l'arrêté du 16 mai 1959 ;

Vu l'arrêté du 29 mai 1964 ;

Vu le procès-verbal de la réunion du 26 février 1965 des sections permanentes des conseils d'enseignement,

Arrête :

Art. 1^{er}. — Les dispositions prises par arrêté en date du 29 mai 1964 en vue de la session de 1964 du certificat d'aptitude à l'enseignement des travaux manuels éducatifs et à l'enseignement ménager seront applicables à la session de 1965.

Art. 2. — Le directeur de la pédagogie, des enseignements scolaires et de l'orientation est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 30 mars 1965.

Pour le ministre et par délégation :

Le secrétaire général,
PIERRE LAURENT.

Report de la date de clôture des inscriptions aux concours de recrutement des professeurs des établissements d'enseignement classique, moderne et technique.

Le ministre de l'éducation nationale,

Vu l'arrêté du 29 mars 1965 reportant au 15 avril 1965 la date de clôture du registre des inscriptions aux concours de recrutement des professeurs des établissements d'enseignement classique, moderne et technique,

Arrête :

Art. 1^{er}. — La date de clôture des registres d'inscription aux concours énumérés aux articles 1^{er} et 2 de l'arrêté du 29 mars 1965 est reportée du 15 avril 1965 au 23 avril 1965.

Art. 2. — Le directeur de la pédagogie, des enseignements scolaires et de l'orientation est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Paris, le 12 avril 1965.

Pour le ministre et par délégation :

Le directeur du cabinet,
JEAN DOURS.

Liste des élèves de l'école spéciale d'architecture ayant obtenu le diplôme d'architecte (session mars 1965).

Les élèves de l'école spéciale d'architecture, établissement d'enseignement technique privé reconnu par l'Etat, 254, boulevard Raspail, à Paris (14^e), dont les noms suivent, par ordre de mérite, ont obtenu à la session de mars 1965 le diplôme d'architecte (décision ministérielle du 15 mars 1965) :

MM.

Montel (Philippe).	Blacquart (François).
Mlle Bernard (Françoise).	Dayan (Elie).
Lapeyre (Michel).	Sinanian (Margos).
Houot (Philippe).	Pauchard (Jean-Claude) } <i>ex æquo</i> .
Chaude (Guy).	Tortouin (François)
Lecaron (Jacques).	Dollfus (Michel).
Cornet (Alain).	Mlle François (Marianne).
Lebigot (Gérard).	Merian (Maurice).
Duclos (Georges).	Demontiers (Jean).
Pellissier (Claude).	Mlle Taillandier (Denise).
Maillard (Michel).	Boutillon (Jacques) } <i>ex æquo</i> .
Berquin (André).	Zakri (Naaman)
Diaz (Pascal).	Bastide (Pierre).
Adam (Jean-Pierre).	Jarry (Lucien).
Dalbera (Jacques).	Lefrançois (Hubert).
Tardy (Xavier) } <i>ex æquo</i> .	Adjo (Aka-Raymond).
Valcke (Patrick) }	

Liste d'aptitude à l'enseignement supérieur dans les facultés des lettres et sciences humaines.

Rectificatif au *Journal officiel* du 12 février 1965 :

Page 1205, 2^e colonne, Histoire romaine et grecque, au lieu de : « Labrousse (François) », lire : « Labrousse (Michel) ».

Page 1206, 2^e colonne, Géographie, au lieu de : « Brunet (Pierre) » et « Brunet (Louis) », lire : « Brunet (Roger) » et « Brunet (Louis) » ; au lieu de : « Elnaï (Henri) », lire : « Elhaï (Henri) ».

Page 1207, 2^e colonne, 9^e Etudes iraniennes et études islamiques, au lieu de : « M. Mole (Abraham) », lire : « M. Mole (Marijan) » ; 11^e Turcologie, au lieu de : « Mme Melkoff (Irène) », lire : « Mme Melikoff (Irène) ».

MINISTRE DES TRAVAUX PUBLICS ET DES TRANSPORTS

Approbation de la concession du réseau de transports en commun de voyageurs de la ville d'Aix-en-Provence.

Par arrêté du ministre des travaux publics et des transports et du ministre de l'intérieur en date du 22 mars 1965, a été approuvée la concession du réseau de transports en commun de la ville d'Aix-en-Provence aux sociétés Varoise de transports, Salonaise de transports et Sud-Cars agissant conjointement.